

22 juin 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

La paroisse catholique cessera d'exister en septembre

La paroisse catholique Saint-Charles-Borromée d'Ottawa cessera d'exister à compter de septembre prochain, a décidé l'archevêque Terrence Prendergast.

Les fidèles de la paroisse francophone seront appelés à délaisser leur église, à l'angle de la rue Saint-Charles et de l'avenue Beechwood, pour se joindre à la paroisse Marie-Médiatrice-de-toutes-les-Grâces, elle aussi dans le secteur Vanier. Les deux paroisses travaillent déjà ensemble depuis que l'archidiocèse d'Ottawa a annoncé, l'automne dernier, un plan de réorganisation qui touche huit paroisses francophones concentrées dans un rayon de 5 kilomètres, à l'est du centre-ville.

Un comité ad hoc avait été créé par Mgr Prendergast, à l'automne 2008, pour étudier tous les scénarios possibles afin de pallier la baisse de la pratique religieuse chez les catholiques francophones. En décembre dernier, l'église Notre-Dame-de-Lourdes de Cyrville a fermé ses portes et ses fidèles ont été dirigés vers la paroisse Saint-Sébastien, dans le secteur Overbrook.

Nouvelle église

Si ses finances le permettent, l'archidiocèse d'Ottawa pense construire une nouvelle église sur le site de l'actuelle église Saint-Charles, qui serait alors démolie. Une étude de faisabilité a été entreprise. Cette nouvelle construction desservirait à la fois les paroissiens de Saint-Charles et de Marie-Médiatrice. « Advenant qu'il soit possible, après l'étude de faisabilité, de construire une nouvelle église, je supprimerai les deux paroisses actuelles et j'érigerai canoniquement la nouvelle paroisse de l'ouest de Vanier. Je donnerai à cette nouvelle communauté chrétienne le nom du Saint frère André », a écrit Mgr Prendergast dans une lettre aux fidèles des deux paroisses.

Sinon, les fidèles des deux paroisses du secteur Vanier pourraient être absorbés par la paroisse Saint-Louis-Marie-de-Montfort, dans le secteur Cummings, ou la paroisse Sainte-Anne, dans la Basse-Ville. Un rapport final à ce sujet est attendu en décembre 2011.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

22 juin 2010 | Le Droit | MALORIEMALORIEBEAUCHEMIN BEAUCHEMIN LaLaPresse Presse

Le Canada, pays ouvert et accueillant

Si le Canada décidait d'ouvrir toutes grandes ses portes à qui veut bien venir y vivre, le pays risquerait d'être submergé. C'est ce que révèle un vaste sondage sur la perception du Canada à l'étranger, réalisé par Ipsos dans 24 pays pour le compte de l'Institut Historica-Dominion.



Plus de la moitié (53%) des 18642 adultes sondés dans le monde ont affirmé qu'ils préféreraient s'installer au Canada s'ils avaient le choix entre rester dans leur pays ou immigrer au nord du 49e parallèle.

« C'est absolument fascinant, s'étonne Marc Chalifoux, viceprésident-directeur de l'Institut Historica-Dominion. Ces taux sont énormes. Et les pays où on voit les taux les plus élevés sont des pays à très forte population. »

La Chine, le Mexique et l'Inde arrivent en tête du classement, avec des résultats oscillant entre 68% et 77%. Compte tenu du fait que le sondage a été réalisé par Internet, l'analyse estime que les résultats — pour la Chine notamment — sont d'autant plus surprenants.

« On parle de la classe moyenne chinoise, qui a accès à Internet, à l'éducation, à de l'argent, à des emplois, des gens qui ont une opinion informée sur le Canada, souligne M. Chalifoux. Et les trois quarts d'entre eux seraient prêts à s'installer au Canada. »

Fait surprenant, 44% des Français et 50% des Britanniques choisiraient aussi de venir s'installer au Canada si on le leur offrait. Les États-Unis, quant à eux, se retrouvent au bas du tableau. « On pourrait dire que c'est bas, 30 %, comparé aux autres pays, mais un tiers des Américains qui choisiraient de venir s'installer au Canada, c'est beaucoup. C'est très étonnant », dit l'analyste.

Qualité de vie

La qualité de vie au Canada, jugée comme l'une des meilleures au monde par 79% des personnes sondées par Ipsos, pourrait y être pour beaucoup. « Le Canada est vu comme une destination de choix, un pays où il fait bon vivre, où il y a beaucoup de possibilités », explique Marc Chalifoux. Les plus critiques envers la qualité de vie au Canada sont les États-Unis, la Suède et le Japon, qui croient tout de même à des taux entre 56 et 65 % que notre qualité de vie est l'une des meilleures au monde.

Tous les pays sondés, qui représentent 75% du PIB mondial, s'accordent pour dire que le Canada est « un pays dans lequel les droits et libertés sont respectés ». La population canadienne apparaît aussi comme généralement accueillante envers les immigrants (72% des répondants à l'échelle mondiale appuient l'énoncé). Les Canadiens sont les premiers à croire à cette affirmation, à 94%. Mais c'est aussi une opinion largement partagée dans de nombreux pays émergents, dont les principales

sources d'immigration au pays: la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

Tolérance

Les résultats sont encore plus positifs lorsqu'il est question de tolérance envers « les gens ayant des origines raciales et culturelles différentes ». Huit personnes sur dix voient les Canadiens comme tolérants; ce sont les Australiens et les Chinois qui ont la plus haute opinion à cet égard, à 87%.

« Le Canada est un pays d'immigration. Ça fait partie de ce qui nous définit, ici comme à l'étranger », souligne M. Chalifoux. Les récents débats sur l'immigration et les accommodements raisonnables ne semblent pas avoir eu d'effet significatif, selon lui.

« On voit qu'un certain pourcentage de la population canadienne est en désaccord avec ces énoncés de tolérance, d'accueil, précise-t-il. Mais généralement, il semble que des incidents comme ça soient l'exception plutôt que la règle. Quand on regarde la situation de l'immigration au Canada à partir de l'étranger, on voit que c'est un pays où il y a une très grande paix sociale. C'est sûr qu'il y a des incidents, des discussions et des débats. Mais ils se font dans des forums sereins. C'est très canadien, ça. »

Réalisée par Internet du 12 au 22 mai 2010, la vaste enquête de l'Institut Historica-Dominion, réalisée en partenariat avec le Munk School of Global Affairs et la Fondation Aurea, est précise à 3,1 points près, 19 fois sur 20 pour les pays qui avaient 1000 répondants. La marge d'erreur augmente à 4,4 % pour les pays dont les échantillons étaient de 500 personnes.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

22 juin 2010 | Le Droit

ARIANEARIANELACOURSIÈRE LACOURSIÈRE LaLaPresse Presse avec Charles Côté et Tommy Chouinard

Le gouvernement Charest ira en appel

Le collège Loyola autorisé à donner le cours d'ECR avec une perspective catholique

Le jugement sur le cours d'éthique et de culture religieuse sera porté en appel, même si le ministère de la Justice doit encore l'étudier, a affirmé hier le premier ministre Jean Charest.

« Le gouvernement interjettera appel, a déclaré M. Charest en marge d'une annonce à Laval. C'est un enjeu trop sérieux qui a fait l'objet d'un débat depuis longtemps. »

Vendredi dernier, le juge Gérard Dugré a donné raison à la direction du collège Loyola, qui réclame le droit d'offrir le cours d'éthique et de culture religieuse (ECR) en lui donnant une perspective catholique, et non laïque comme le veut le programme du ministère de l'Éducation.

Le juge a écrit que l'« obligation imposée à Loyola d'enseigner la matière obligatoire ECR de façon laïque revêt un caractère totalitaire qui équivaut, essentiellement, à l'ordre donné à Galilée par l'Inquisition de renier la cosmologie de Copernic ».

Un avis « excessif »

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, estime que l'imposition de l'enseignement laïque même dans les institutions privées subventionnées n'est aucunement totalitaire. « De mon point de vue, c'est excessif, comme avis », a-t-elle indiqué.

En conférence de presse hier après-midi, le directeur du collège Loyola, Paul Donovan, a dit que le jugement lui semblait équilibré. Il n'est toutefois pas surpris que Québec interjette appel : « Ce n'est pas mauvais que la discussion continue. Je ne pense pas qu'il y ait consensus actuellement sur le rôle des institutions confessionnelles au Québec. »

Environ 750 élèves fréquentent le collège Loyola, institution catholique située dans l'ouest de Montréal. Les parents déboursent 3500 \$ par année pour envoyer un enfant dans cet établissement privé, subventionné par Québec.

Avocat au cabinet Borden Ladner Gervais, Me Jacques S. Darche a plaidé bénévolement pour le collège Loyola.

Selon Me Darche, d'autres écoles pourraient vouloir imiter le collège Loyola et demander une exemption. « Mais elles devront procéder de la même façon, c'est-à-dire en demandant une exemption en bonne et due forme », a-t-il expliqué.

Invité à expliquer comment le collège Loyola souhaite donner le cours ECR, Me Darche a donné l'exemple suivant : « Un enseignant peut demander aux élèves si, à leur avis, voler de la nourriture quand on crève de faim, c'est bien ou mal. Le professeur peut animer une discussion sur ce thème en exposant toutes les positions. Mais au collège, on veut que, à la fin de la discussion, l'enseignant puisse dire comment la religion catholique voit le vol. Le même genre de situation s'applique à des sujets comme l'avortement, par exemple. »

L'Association des parents catholiques du Québec a vivement réagi, hier, à la décision du gouvernement d'interjeter appel de la décision du juge Dugré. La vice-présidente du groupe, Marie Bourque, a qualifié cette décision d'effrayante.

Selon elle, la liberté de croyance et de religion ne devrait pas être négociable et devrait même s'étendre à tous les élèves du Québec, non pas seulement à ceux qui fréquentent une institution privée.

Mme Bourque fait ainsi référence aux enfants qui fréquentent les écoles publiques que le gouvernement refuse d'exempter du cours ECR. Des parents de Drummondville se battent actuellement en justice à ce sujet. « Nous attendons que le jugement soit accepté à la Cour suprême. Si c'est le cas, le jugement du collège Loyola va créer une autre dynamique », prévoit Mme Bourque.

Réactions à Québec

Alors que la chef du Parti québécois, Pauline Marois, a exhorté la ministre Courchesne à porter la décision en appel, l'Action démocratique du Québec a appuyé le collège Loyola. « Ce jugement me plaît », a affirmé sa leader parlementaire, Sylvie Roy, qui plaide en faveur du libre choix pour les parents en matière d'enseignement religieux.

La députée de Lotbinière associe le comportement du gouvernement Charest à du « totalitarisme bureaucratique ». Selon elle, le gouvernement emploie la « méthode forte » avec cette école catholique alors qu'il préconise le « dialogue » et fait preuve de « souplesse » avec les écoles privées d'autres confessions, juives par exemple, a-t-elle affirmé.

« Pourquoi être aussi intransigeant avec une école qui respecte la loi, qui demande d'accommoder, d'assouplir certaines choses pour que ça continue à être en correspondance avec ses valeurs ? On était prêt à changer le calendrier scolaire de toutes les écoles pour accommoder certaines écoles de confession différente. Et avec cette école : bang ! On matraque, on va les poursuivre jusqu'en Cour suprême. Je me demande pourquoi c'est deux poids, deux mesures. Ce sont encore des attitudes qui vont pousser l'intolérance. »

Le gouvernement fait-il de la discrimination ?, lui a-t-on demandé. « Je ne dis pas ça. Je dis qu'on est très prompt à réagir quand c'est cette confession là (catholique) alors que, pour d'autres, il y a une souplesse. Je réclame la même souplesse. » Assiste-t-on à une « chasse aux catholiques » ? lui a-t-on demandé. « C'est à peu près ça », a-t-elle répondu. « Les parents ont l'impression qu'on diminue la valeur » du catholicisme par rapport aux autres religions dans le programme ECR, a-t-elle ajouté.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

22 juin 2010 | Le Droit | *PATRICEPATRICEGAUDREAU* GAUDREAU
pgaudreault@pgaudreault@ledroit.ledroit.com com

Le voeu d'une étudiante se réalise

Chaque jour, les visiteurs de la colline parlementaire jettent des pièces de monnaie dans sa célèbre fontaine, en faisant un voeu.

Celui de Kristy Tymos s'est finalement réalisé, hier, alors que la jeune femme a reçu une bourse de 5000 \$ puisée à même les eaux de la flamme du centenaire.

En vertu d'une loi adoptée par le Parlement en 1991, les milliers de pièces de monnaie lancées dans la fontaine sont confiées au contrôleur de la Chambre des communes, qui administre la Bourse de recherches de la flamme du centenaire.

Cette récompense a été créée afin de souligner les réalisations de personnes handicapées, comme Kristy Tymos, qui a subi une lésion à la colonne vertébrale lors d'un accident en 2005.

Son projet de recherche analysera les systèmes de soutien à l'appui des athlètes paralympiques canadiens, à partir du cas de Tyler Mosher, qui est à la fois skieur de fond de calibre international, bénévole, conférencier et propriétaire d'entreprise.

« Le but est avant tout de sensibiliser les gens aux accomplissements incroyables des personnes handicapées », écrit-elle, dans son dossier de candidature.

La flamme du centenaire — souvent appelée à tort flamme éternelle — a été allumée pour la première fois le 1er janvier 1967 par le premier ministre Lester B. Pearson. Le feu qui scintille au-dessus de l'eau de la fontaine symbolise l'unité canadienne d'un océan à l'autre.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

22 juin 2010 | Le Droit | La Presse

Un tournant pour l'Église canadienne ?

L'archevêque de Québec, Marc Ouellet, sera bel et bien nommé préfet de la Congrégation pour les évêques, selon un vaticaniste italien. Et cette nomination pourrait signifier un tournant pour l'Église canadienne, selon Sandro Magister, du magazine romain L'Espresso.

« J'ai eu des confirmations de la nomination par deux sources, explique M. Magister en entrevue téléphonique. Ça pourrait avoir lieu dès ce mois-ci. » La semaine dernière, le vaticaniste du quotidien Il Giornale avait le premier ébruité la nouvelle de cette nomination.

Le préfet actuel de la Congrégation, Giovanni Battista Re, s'est illustré ces dernières années avec une série de controverses. Au début de 2009, il a arrangé la levée de l'excommunication de quatre évêques traditionalistes, sans se rendre compte des convictions négationnistes de l'un d'eux. Quelques mois plus tard, il a approuvé l'excommunication d'une fillette de 9 ans qui avait subi un avortement après un viol, excommunication levée par la suite.

Mgr Ouellet est-il nommé pour éviter de faire de telles vagues ? « On s'attend à ce qu'il défende les positions du Vatican, notamment par rapport à la vie, dit M. Magister. Alors mis à part les bourdes, le message ne sera pas plus conciliant face à la société moderne. Là où il fera le plus la différence, c'est dans son respect des hiérarchies locales. On s'attend à ce qu'il suive moins les vœux des Églises locales dans ses nominations d'évêques. »

Cela aura-t-il un impact sur l'Église canadienne ? « Vous pouvez vous attendre à un processus similaire à ce qui se passe aux États-Unis depuis le début du millénaire, dit M. Magister. Les évêques qui seront nommés défendront mieux les positions du Vatican, le respect de la vie. Mgr Ouellet a été un bon exemple de cette tendance depuis sa nomination à Québec. Le pape veut voir davantage de pasteurs comme lui. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)



www.equinellegolf.ca/



Algonquin cuts 11 programs

By JUSTIN SADLER, OTTAWA SUN

Last Updated: June 21, 2010 11:04pm

Algonquin College released its strategic review Monday outlining its plans to add up to 51 new programs and cut 11.

"It's about taking advantage of new opportunities and really making sure that our program offering is relevant, demand focused, and meeting the needs of all of our constituencies – students, employers and, obviously, the government," said the college's executive director of advancement, Doug Wotherspoon.

Health and aging related fields of study will play a key role in the college's future, he said, as demand for services grows.

"Our population is getting older and skilled workers in the health industry is a real need," he said.

Of the programs being expanded, dental hygiene shows the most promise with more than 13 applications for every one available spot last year, Wotherspoon said.

E-publishing, florist, and some computer and media studies are a few of the programs being dropped.

Spared from the cuts is the school's 2-year horticulture program, which garnered much support from industry and students during a recent public forum.

Wotherspoon, however, said the program would be transitioned to make it more relevant.

"We heard from industry that there are new opportunities in, for example, sustainable landscape design. Some folks talked about green roof technology, bio wall technology, and those we think have great potential."

He said the college plans to discuss with stakeholders to reinvent the program to better meet industry trends.

Not all 51 new programs will necessarily be rolled out, he said, adding they've only been identified as opportunities for expansion.

"We're going to get bigger, not smaller," Wotherspoon said.

"We've been in business now coming up to 45 years. Programs change. Industries change. So this is really about modernizing."

justin.sadler@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 22 Jun 2010 | Ottawa Citizen | mpearson@thecitizen.canwest.com

College: Report calls for phasing out of 11 programs

The committee has spent the past year evaluating every program at the Ottawa college to ensure it is meeting the demands of today's students.

On Monday, it released its final report, *Embracing Change, Ready to Act*, which is to be presented to the college's board of governors next week.

The report calls for phasing out 11 programs the college says are no longer viable, including florist, e-publishing and several specialized computer-science programs.

An additional nine programs, such as horticulture, machinist and photonics — all initially slated to be cut — will be completely redesigned.

Layoffs aren't expected, but some college staff could see their jobs change.

Students currently registered in programs on the chopping block will be able to finish their programs and graduate.

"We'll act responsibly by not shutting down a program without a plan for the new program in place," Wotherspoon said.

He added many industry leaders have come forward to offer suggestions for redesigning the curriculum and its delivery.

"That was really heartening," he said. "It's given those programs a real opportunity. I don't think we could do it without industry support."

Phillip Tuba, the coordinator of the horticulture program, said he was working with people in the industry to figure out how the program could be more responsive to the industry's needs.

One area of potential growth is in green-roof technology, a suggestion raised at a town-hall meeting last month that was dominated by people concerned about the potential cut to the horticulture program.

"We've basically been given a chance to revitalize and move ahead with the program and that's what we were after, so we're grateful for that," Tuba said.

Leonard Lee, chairman of Lee Valley Tools, also welcomed the news.

Of the roughly 135 people who work in manufacturing for the Ottawa-based hardware company, about 35 came from Algonquin's machinist program.

Lee said cutting it would have been another nail in the coffin of Canadian industry.

"Without new machinists, there would just be more stuff every year being made in China, Thailand, Indonesia, you name it," he said. "For eastern Ontario, this is the primary source of the people who want to apprentice in this area."

Wotherspoon said Algonquin had begun talks with Carleton University about developing a joint program in the field of photonics.

He added the massive re-think would allow the college to launch 51 new programs and respond to the demands of current and prospective students.

"What they're asking for is new programs," he said. "You can't just be in the ones of the past, you've got to also create opportunity for the future."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes

Get The HST Facts - Do You Know What C
Get The Complete List. www.rev.gov.on.ca/ontariota

Daycare centres warn of Kindergarten costs

By TONY SPEARS, OTTAWA SUN

Last Updated: June 21, 2010 7:11pm

Daycare providers predict higher prices and fewer options for parents as the province starts to offer childcare along with its new all-day kindergarten program.

Children of low-income families stand to suffer most as provincial subsidies shift from day cares to school boards, Aladin Childcare Services executive director Diane O'Neill said.

"It's going to be not very nice in the next five to 10 years," she said.

School boards across Ontario have opened up optional registration for "extended day" programs that will provide before- and after-school care to children in the first wave of the province's all-day kindergarten program.

In Ottawa, 36 schools will offer the all-day program in the upcoming school year.

Though O'Neill "loves" the intent, she notes the extended-care program will commandeer daycare space in schools that is now used by organizations like her own.

Aladin, which has programs in two schools, serves children in Grades 1 and older as well as kindergarten-aged kids.

Once Aladin is kicked out, O'Neill won't have anywhere to house the older kids.

And, with a smaller pool of kids, price hikes seem inevitable.

The Ottawa-Carleton District School Board has not yet settled on how much it will charge, but the rate is expected to be around \$24 a day, or \$120 a week. The Ottawa Catholic School Board is advertising \$155 a month for mornings, and \$212 for afternoons (about \$35 and \$50 a week).

O'Neill said these figures cover only 188 school days — no holidays or PD days.

Aladin charges \$21.60 a day for 259 days, she said.

"We're cheaper and we cover the summer with that cost."

Mothercraft Ottawa director Janet Libbey feared for her staff, saying seven to nine full- and part-time staff positions could be at risk as the rollout progresses.

Though the initial impact is "minimal" for Mothercraft, Libbey is still trying to figure out how best to adapt.

In an e-mail, Ministry of Education spokesman Gary Wheeler said the new program is being phased in in part to help day cares adjust to the changes.

School boards are already hiring early childhood educators to staff the extended day programs and Ontario is spending \$12 million over five years to help non-profit childcare centres renovate and retrofit their own facilities so they can accommodate more young children.

The ministry has also "called on boards to provide before- and after-school programs for six- to 12-year-olds where there is sufficient demand," Wheeler wrote.

tony.spears@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 22 Jun 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

Industry support saves Algonquin programs

Employers voiced opposition to cuts

Algonquin College will not cut its horticulture, machinist and photonics programs after a committee charged with evaluating programs heard strong opposition from the industries that employ its graduates.

"While there are still significant issues with some existing programs, what we did hear in the feedback process were opportunities for partnering with industry and the importance of particular programs for industry," said Doug Wotherspoon, the college's executive director of advancement and a member of its strategic programs and services planning committee.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 22 Jun 2010 | Ottawa Citizen

Make better food choices for school kids

Re: The new puritans, June 14.



JULIE OLIVER, THE OTTAWA CITIZEN

Danielle Simpson writes that parents and school authorities should be imaginative and employ healthier food preparation to help prevent childhood obesity.

Many of your readers' comments and the Citizen articles suggested the school food and beverage policy is another example of the government taking control away from parents. The truth is that, with increasing rates of childhood obesity, the nutrition environments in our schools need to be enhanced and everyone has a role to play in making them better: parents, teachers, principals, school boards, government and the community.

Maybe there is nothing wrong with a slice of pizza once a month. The reality is that kids are faced with a barrage of unhealthy food choices throughout the school week: If pizza day is Monday, there may be a bake sale on Tuesday, a child's birthday on Wednesday in which cupcakes predominate, a special event day on Thursday featuring doughnuts, and Friday is hot dog day.

Each day's unhealthy food choices add up and contribute to the rising overweight and obesity levels in Ontario.

School councils won't have to give up pizza days if they work with their food service providers to improve the nutritional value of the pizza: pizza can be made with whole grain crust, low fat cheese, and lots of vegetable toppings. School councils can become more creative with how they fundraise.

There are many great fundraising ideas out there.

The Champlain Cardiovascular Disease Prevention Network has been working with all nine school boards in the Champlain region and is addressing school nutrition as a priority. Workshops in the fall will highlight novel approaches to ensuring healthier school environments.

School councils provide extremely valuable programs with money raised through fundraising, but we need to think more critically (and creatively) about how we raise that money. Walkathons make more sense than bake sales and chocolate bar campaigns in enhancing physical activity and combating obesity.

As we confront a looming epidemic of obesity-induced diabetes in our region, it's important to recognize that we can be imaginative and innovative as we seek to enhance our children's health. Ontario's new policy is an important first step in allowing us to create a healthier nutrition environment in our schools.

DANIELLE SIMPSON, Ottawa Analyst, Champlain Cardiovascular Disease Prevention Network

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.